

## Université de Lorraine : H. Boulanger candidate à la présidence pour « enclencher une nouvelle étape »



Hélène Boulanger - © Pulsar2030

« Je revendique la continuité avec la présidence de [Pierre Mutzenhardt](#), tout en affichant une volonté forte de changement. À la fin de son second mandat, nous avons confirmé l'Université lorraine, nous avons acquis et installé un certain nombre de dispositifs qui doivent nous permettre d'enclencher une nouvelle étape », déclare [Hélène Boulanger](#), vice-présidente du CA de l'Université de Lorraine et candidate à sa présidence, à News Tank le 18/02/2022.

À la tête du collectif Pulsar 2030, avec le soutien du [Sgen-CFDT](#), elle se présente notamment face à [Christophe Schmitt](#), vice-président à l'entrepreneuriat et à l'incubation, et Jean-Marc Martrette, doyen de la faculté d'odontologie.

Hélène Boulanger veut « poursuivre l'ambition d'une université à dimension européenne et ancrée dans ses territoires, portant la volonté de rayonner internationalement et de réaliser toutes ses missions de service public pour le plus grand nombre. C'est ce défi qui me motive ».

En outre, elle veut « travailler en profondeur sur le "vivre, travailler et étudier ensemble" : l'organisation du travail est un vrai sujet pour un établissement de notre taille. Le premier mandat était celui de la fusion, le deuxième celui de la stabilité que de nombreux collègues demandaient en 2017. Nous devons améliorer la fluidité du fonctionnement de l'établissement et donner du sens à chaque acteur où qu'il soit, avec de nouvelles pratiques de délégation et de confiance a priori ».

Enfin, il est, selon elle, « temps d'orienter radicalement l'établissement dans un engagement fort en matière de responsabilité sociétale, avec des actions fortes en recherche, en formation, pour réduire l'impact écologique de nos activités, et porter les principes d'égalité, de diversité et d'inclusion ».

## « Consacrer notre énergie à améliorer le fonctionnement de l'université »

À la question d'une potentielle évolution de l'organisation de l'Université de Lorraine, Hélène Boulanger répond à News Tank qu'elle « ne souhaite pas changer notre décret de création ni notre structuration politique, pour la bonne et simple raison que cela consommerait trop d'énergie pour des bénéfices pour le moins incertains. Cette énergie, il faut la consacrer à améliorer le fonctionnement de l'université ».

Elle indique être « plutôt pour un travail de fond sur l'organisation des services, la manière dont nous articulons les services de l'établissement et ceux des composantes ».

« Je suis également pour une évolution de la manière dont nous pratiquons la démocratie universitaire, en intégrant davantage de temps stratégique dans les différents conseils centraux et en lançant des expérimentations de nouvelles pratiques de démocratie ouverte qui permettent d'élargir la réflexion stratégique aux membres de la communauté universitaire qui souhaitent s'y investir. »

*« Ces expérimentations démocratiques peuvent prendre différentes formes, dont la plus évidente pourrait être un budget participatif pour la vie universitaire. Mais cela peut être appliqué à toutes les thématiques de responsabilité sociétale, pour lesquels la mobilisation de la communauté est essentielle. Nous pouvons aussi envisager, sur certains sujets, l'organisation d'états généraux et d'assises pour permettre à chacun de prendre la parole, en lien avec les élus dans les conseils pour ne pas créer de système parallèle. »*

## RH : « Reconstruire les collectifs de travail »

L'Université de Lorraine est l'établissement d'enseignement supérieur ayant obtenu le plus de chaires de professeur junior pour 2021, avec sept CPJ dont quatre en partenariat avec le CNRS. À la question de l'équilibre entre attractivité et fonctionnement quotidien des équipes, la vice-présidente du conseil d'administration indique que l'« on retrouve en RH la même dualité que celle qui habite la stratégie de l'établissement, et c'est logique ».

« On tient à affirmer notre rang européen et nous devons assurer nos missions de service public au quotidien. Cela implique d'avoir une politique de recrutement attractive qui mobilise tous les dispositifs existants pour attirer de nouveaux collègues qui veulent s'engager à nos côtés, ces deux volets étant tous les deux très importants. »

Selon elle, « les deux années de crise sanitaire ont fragilisé les collectifs de travail. Nous avons l'impression de ne plus nous croiser, de ne plus discuter. Tous les échanges que nous avons depuis deux ans sont toujours finalisés. Les échanges plus informels, qui font aussi le ciment d'une communauté, manquent beaucoup. C'est donc pour moi un enjeu majeur de reconstruire ces collectifs de travail, de réapprendre à se connaître, de renouveler les occasions de se rencontrer, au-delà des strictes relations professionnelles. C'est l'enjeu des années à venir ».

## Une expérimentation de deux ans pour repenser l'appui administratif

Par ailleurs, la candidate constate que « depuis quelques années, nos métiers en formation et recherche sont complètement transformés, et nous avons besoin de repenser la manière dont l'appui administratif peut permettre de redonner du temps à nos missions fondamentales ».

*« Du côté de la formation, nous devons réfléchir à toutes les zones grises entre ce qui est traité par les enseignants et E-C et ce qui est fait par les services administratifs. »*

En réponse, elle souhaite « lancer une expérimentation sur deux années, sur la manière dont nous concevons l'appui administratif de la formation, avec de nouveaux métiers à inventer pour donner du temps et la possibilité aux enseignants et E-C de se concentrer sur leur cœur de métier ».

Par ailleurs, « pour la recherche, le questionnement est le même, avec par exemple un accompagnement pour le montage et la gestion de projet qui doit se développer. Nous avons aussi un besoin pour les RH sur les plateformes expérimentales ».

## « Rendre un meilleur service à la société et aux territoires »

« Notre université a tout ce qu'il faut pour rendre un meilleur service à la société et accompagner toutes les mutations, sur le plan énergétique, écologique, industriel, numérique, en santé. Nous sommes parfaitement équipés pour cela », indique Hélène Boulanger à News Tank.

« Je souhaite que notre action soit cohérente en la matière, en formant les étudiants aux transitions pour qu'ils soient prêts à occuper des métiers qui changeront dans les années qui viennent. Mais aussi en formant les salariés qui souhaitent mettre à jour leurs compétences par la formation continue, en apportant des connaissances et des solutions par la recherche et la valorisation ».

*« Cela rejoint les dispositifs d'innovation sur lesquels nous avons beaucoup travaillé ces dix dernières années, notamment pour participer au développement économique des territoires. »*

Concernant les tensions qui ont pu apparaître entre la présidence de l'UL et les collectivités territoriales messines, elle déclare qu'il s'agit « déjà d'une très bonne nouvelle que les collectivités territoriales portent une attention forte au sujet de l'ESR. Ma position est qu'il faut travailler tous ensemble pour faire avancer les territoires lorrains. C'est l'intérêt de l'université comme celui des territoires et de tous nos partenaires ».

Elle « propose de construire avec chaque territoire un schéma de développement universitaire qui couvre les objectifs de formation, de recherche, d'innovation, et de vie universitaire avec les questions de mobilité, de logement, etc. Je souhaite que nous nous installions dans une vision planifiée et complètement partagée ».

*« Plus nous arriverons à co-construire des solutions, qui conviennent à tous, plus nous avancerons dans une relation équilibrée qui permettra de construire un avenir universitaire dans l'intérêt des différents territoires. »*

En outre, elle souligne que les « campus hors métropole sont assez nombreux à l'Université de Lorraine. Nos territoires sont par ailleurs très différents les uns des autres, avec des dynamiques bien spécifiques ». Toutefois, « l'UL forme un tout, et peut proposer des services sur l'ensemble des territoires. Mais nous ne sommes pas seuls : il faut travailler à la manière de mobiliser les acteurs pour accompagner des projets, notamment les collectivités territoriales, dans une démarche gagnant-gagnant ».

*« L'offre de services de l'établissement couvre aussi l'amélioration de l'accès à la science pour les citoyens, la CSTI, tout notre apport à l'innovation pour les entreprises, mais aussi notre potentiel de recrutement pour de nombreux métiers. La manière de mobiliser toute cette capacité de formation et de recherche, d'apporter des solutions, c'est du travail dans la dentelle. »*

## Formation : un programme autour de la responsabilité sociétale, des transitions et de l'orientation

La candidate porte son projet pour la formation à l'Université de Lorraine sur trois volets :

- « Le premier volet est de traduire, d'emporter, de mobiliser les formations sur **la question de la responsabilité sociétale, de la diversité et du développement durable**. Je souhaite que l'accroissement de la sensibilisation à ces questions et l'accès à des certifications soient les plus larges possible au sein de l'établissement.
- Le deuxième volet est de travailler en formation **sur l'accompagnement des transitions, sur les métiers en transformation**, sur la manière dont nous transformons nos formations pour mieux préparer les étudiants aux évolutions qu'ils rencontreront durant leur carrière. Nous devons aussi développer notre offre de FTLV, notamment autour des grandes transitions qui sont des marqueurs de l'établissement grâce à notre I-site.
- Le troisième volet est **l'information et l'orientation des étudiants**. Sur plusieurs territoires où est implantée l'UL, nous constatons une autocensure sur les choix de parcours dans l'enseignement supérieur. Nous avons mis en place le projet Ailes qui vise à répondre à ces problématiques. Il sortira prochainement de phase expérimentale et constituera un outil précieux pour améliorer un taux d'accès au supérieur qui n'est toujours pas satisfaisant. »

## Une politique immobilière « à la croisée des chemins »

« Nous sommes un peu à la croisée des chemins en ce qui concerne notre politique immobilière. Nous ne sommes pas aujourd'hui en capacité de dépenser suffisamment pour maintenir nos bâtiments universitaires en l'état », déclare Hélène Boulanger.

« La question qui me paraît essentielle est celle des surfaces et de la manière dont nous allons pouvoir accompagner la transition énergétique. L'enjeu ne concerne pas uniquement l'UL, même si l'établissement est le premier concerné en disposant du premier patrimoine universitaire. »

*« La question est : comment engageons-nous la transition énergétique de manière forte, avec une intervention structurelle et pas uniquement sur l'enveloppe thermique, pour réduire notre impact environnemental et nous préparer à la hausse du coût de l'énergie qui nécessitera une baisse importante de notre consommation ? »*

Selon elle, l'établissement « touche du doigt de sérieuses difficultés. Il s'agit d'enjeux pour lesquels les moyens du CPER précédent n'ont pas suffi, et pour lesquels une phase de baisse s'amorce avec le contrat à venir. En outre, nous n'avons pas accès à l'emprunt. L'UL est engagée dans le programme Peec 2030, au sein duquel nous avons montré notre capacité à avoir une gestion à long terme sur ces questions et surtout que si nous ne faisons rien nous courrons à la catastrophe ».

Or, « si nous ne pouvons pas recourir à l'emprunt, il faudra un plan d'investissement sur l'immobilier universitaire. Cela représente un effort considérable de l'État, mais je le vois comme un investissement. Il y a ce qui va se passer si nous ne le faisons pas, et tout le positif qui peut se passer si nous le faisons. J'espère que nous trouverons avec le Mesri et les autres universités un moyen d'aller dans le bon sens ».

Concernant la troisième vague de dévolution du patrimoine, annoncée par la ministre de l'Esri [Frédérique Vidal](#) en décembre 2021, « nous nous sommes portés candidats pour réaliser un audit, tout en étant conscients des caractéristiques de l'immobilier en Lorraine », ajoute la [VP CA](#).

## Une approche « transversale » de la vie universitaire, vers les étudiants et personnels

« Les premiers acteurs de la vie étudiante sont, selon moi, les associations étudiantes et les services de vie universitaire. Je pense notamment aux services de santé, avec tous les collègues engagés en ce moment dans l'accompagnement psychologique des étudiants, mais aussi à l'action sociale, ou encore à la culture et au sport qui ont un rôle essentiel à jouer pour la vie des campus », indique la candidate.

Elle « souhaite faire de ces sujets le ciment du renouveau de la vie universitaire, avec une approche transversale, qui ne concerne pas uniquement les étudiants. Ces enjeux concernent en effet l'ensemble de la communauté et sont aussi vrais pour les personnels que les étudiants. Nous avons un effort significatif à faire pour ramener de la vie sur les campus après cette période de deux ans qui a été difficile ».